



**Chaire de recherche du Canada
en Citoyenneté et en gouvernance**

***Marché du travail et vie familiale :
les nouvelles réalités***

Jane Jenson

Université de Montréal

jane.jenson@umontreal.ca

www.cccg.umontreal.ca

23 août 2004

Cette communication a été préparée pour la réunion spéciale des ministres provinciaux et territoriaux du marché du travail et des services sociaux

Un marché du travail au rythme des familles

La réunion a été organisée par le Ministère d'Emploi, Solidarité sociale et Famille du Québec, les 23 et 24 août 2004 à La Malbaie, Québec.



Plan

- Changements en profondeur survenus au cours des dernières décennies sur le plan du emploi *et* de la famille.
- Nouvelles réalités en matière d'activités professionnelles *et* vies familiales.
- Ce qu'un nouveau agencement de politiques permettrait de réaliser – trois exemples.



Changements en profondeur

- Il ne s'agit pas seulement de quelque chose de « plus » ou de « différent ».
- Les nouvelles réalités engendrent un défi politique lorsque la conception des politiques et des programmes ne concorde pas avec la réalité.

✱ Aujourd'hui, les Canadiens et les Canadiennes luttent non seulement pour *gagner assez* d'argent pour leur famille, mais aussi pour être capables *de prendre suffisamment soin* d'elle.

- Nous sommes en quête d'un agencement de politiques qui permettrait la conciliation de ces deux responsabilités, au sein des familles ainsi que sur le marché du travail.



Travail et famille après 1945



- Un salaire unique suffisait à faire vivre une famille.
- Les employeurs pouvaient présumer que les travailleurs entraient chez eux « libres » de responsabilités familiales.
- « Les bons emplois » garantissaient des avantages au moyen des conventions collectives et des normes du travail.



- L'épouse au foyer était la norme.
- Le soin des enfants et des personnes âgées était assuré à domicile.
- Pour se conformer à la norme sociale, les femmes vivant de l'assistance sociale étaient autorisées à remplacer un emploi par l'éducation des enfants.



La situation actuelle



- Le taux d'activité féminine a beaucoup augmenté.
- L'économie du savoir fait son apparition → nécessité d'effectifs hautement qualifiés, polyvalents et adaptables.
- Une économie de services mal rémunérés est en train de se dessiner → polarisation du marché du travail, avec salaires élevés d'une part et faibles salaires d'autre part.
- Le nombre de familles monoparentales a augmenté.
- Comment les familles concilient-elles la vie professionnelle et vie familiale lorsque :
 - 66 % des femmes ayant un enfant de moins de trois ans et 73 % de celles qui ont un enfant âgé de trois à cinq ans sont actives* ;
 - Le quart des Canadiens âgés de 45 à 54 ans sont des aidants naturels auprès d'une personne de plus de 65 ans ayant des problèmes de santé à long terme.

* 2001



Premières réponses – *adaptations des politiques*

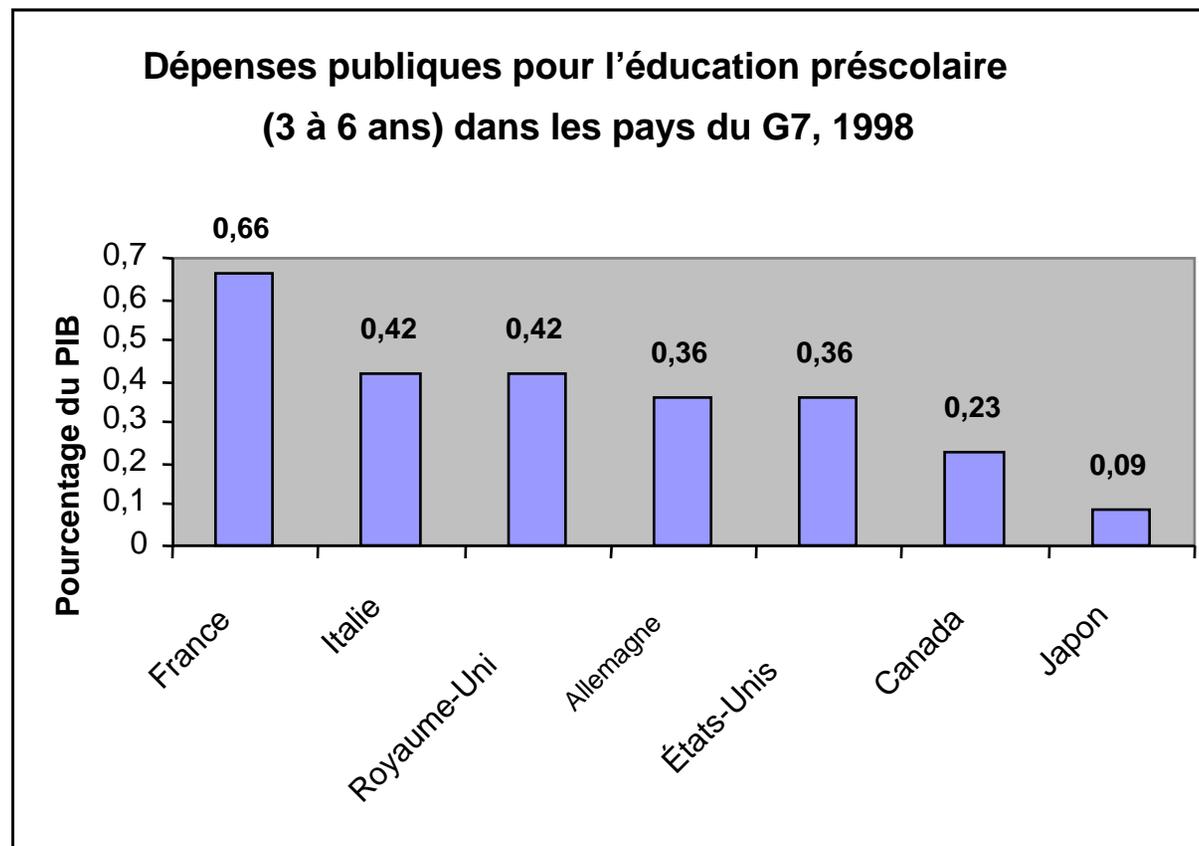
- Programmes nouveaux et élargis, tels les *congés de maternité et parentaux* et les *congés de compassion*.
- *Prestations pour enfants*, les compléments au revenu des familles à bas salaire, dont beaucoup sont monoparentale.
- *Subventions pour les services de garde* à l'intention des familles (couples et monoparentales) à faible revenu ; pour les autres, déductions fiscales pour les *frais de garde*.
- Régime moderne de la petite enfance au Québec.
- Déductions fiscales minimales pour ceux qui ont des responsabilités en matière de soins.



Ces adaptations ne suffisent
toutefois pas à régler les problèmes
engendrés par les réalités nouvelles



Les services de garde d'enfants ne suffisent pas à la demande et ne répondent pas aux besoins de l'économie du savoir



Dans notre société vieillissante, les soins informels prédominent

Type de soins reçus par les 27 % de Canadiennes et de Canadiens de 65 ans et plus qui ont des problèmes de santé à long terme

Pourcentage des soins reçus

	Soins informels	Soins formels	Combinaison des deux
Âge = 65 et +	41	26	26
Âge = 65-74	49	25	18



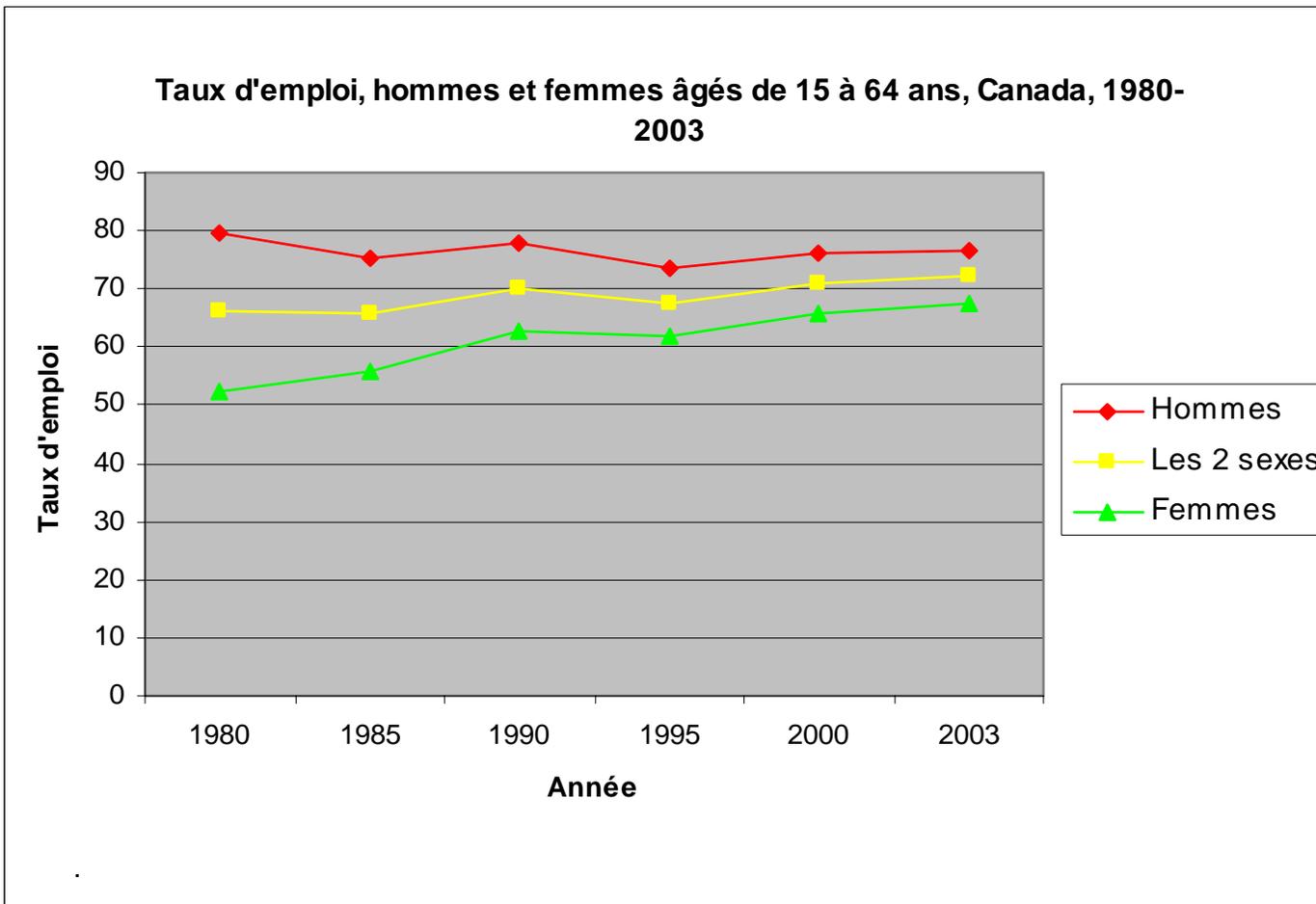
D'être aidant naturel risque de compromettre le bien-être et l'inclusion sociale

Les Canadiennes et les Canadiens de 45 à 64 ans qui dispensent des soins à une personne âgée ayant des problèmes de santé à long terme, qui :

Ont des dépenses supplémentaires	38 %
Limitent leurs activités sociales	33 %
Sont en moins bonne santé	14 %
Réduisent leurs heures de travail	14 %
Perdent des revenus	9 %



Le taux d'emploi n'a jamais été plus élevé.



Le chômage et les faibles revenus posent toutefois toujours problème

- Les familles ont besoin de deux salaires pour ne pas se retrouver parmi les économiquement faibles.*
Celles qui n'ont qu'un salaire unique subsistent donc difficilement.
- La présence de deux soutiens économiques entraîne cependant des difficultés pour la conciliation des vies professionnelle et familiale.

Taux de faible revenu* 2002

Famille biparentale, 2 salaires 3 %

Famille biparentale, 1 salaire 15 %

Famille monoparentale à chef féminin,
1 salaire 28 %

*mesure du SFR après impôt



Un emploi ne suffit pas

- Plus de quatre femmes sur cinq (82 %) à la tête d'une famille monoparentale ont effectué un travail rémunéré en 2002, alors qu'elles étaient moins de deux sur trois en 1996.
- Toutefois, 28 % faisaient partie des économiquement faibles en 2002 (ce qui représentait une augmentation de cinq points de pourcentage par rapport à 2001).
- Le revenu d'emploi est instable. *Une personne sur quatre* risque de se retrouver parmi les économiquement faibles au cours d'une période de cinq ans. Il y a des familles qui réussissent à dépasser le SFR, mais il y en a aussi qui tombent en dessous de ce seuil.
- Beaucoup d'emplois à faible revenu ne s'accompagnent pas d'avantages sociaux ; le « piège de l'aide sociale » guette donc ceux qui ont des besoins en matière de santé, de médicaments ou de soins.



Se maintenir en emploi semble parfois trop lourd

- 50 % des mères actives et 36 % des pères actifs ont de la difficulté à gérer le temps familial.
- Les mères de jeunes enfants travaillent moins d'heures que les hommes ou les femmes qui ont des enfants plus âgés. Ce phénomène explique en partie le taux de faible revenu élevé – et à la hausse – des jeunes familles (adultes de moins de 35 ans).
- D'après les données de l'*Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes* (ELNEJ), les parents à faible revenu sont quatre fois plus susceptibles que les parents à revenu élevé de souffrir d'un stress chronique.



Un meilleur agencement des politiques :

Prendra comme point de départ les trois observations suivantes:

- Malgré le taux d'emploi élevé, la polarisation de la structure des salaires dans une économie du savoir et de services a pour effet que beaucoup de familles sont « payées pour être pauvres ».
- Le vieillissement de la société va accroître la demande de soins informels pendant que le déclin du taux de natalité, l'augmentation du taux de divorces et la participation des femmes au marché du travail réduisent « l'offre ».
- La formule du pourvoyeur unique et d'un conjoint au foyer est un luxe que peu de familles peuvent se permettre. Par conséquent, les familles ont du mal à prendre soins autant qu'à gagner de l'argent.



Ce qu'un nouveau agencement de politiques permettrait de réaliser – exemple 1

Le revenu gagné et les compléments de revenu sont importants, **mais** insuffisants:

- les familles à faible et moyen revenu ne seront pas capables de payer au prix du marché les services de qualité que l'économie du savoir et le bon développement de l'enfant exigent. Presque tous les pays de l'OCDE reconnaissent que les services à la petite enfance constituent un volet nécessaire du système d'éducation publique dans son ensemble.
- Les services de garde d'enfants sûrs et de qualité permettent aux parents consciencieux de choisir et de conserver un emploi. D'après les évaluations de la réforme de l'assistance sociale aux États-Unis, la rupture des dispositions prises pour la garde d'enfants est une des principales raisons pour lesquelles les gens quittent le marché du travail.



Ce qu'un nouveau agencement de politiques permettrait de réaliser – exemple 2

Les soins familiaux informels vont rester un appui important pour le système de santé parce que les membres des familles et les personnes âgées le veulent ainsi,

mais attention:

les soins informels entraînent des coûts eux aussi. Compte tenu de l'absence de divers services abordables à domicile, notamment de soins et de relève, la difficulté d'assurer ces soins peut engendrer une accumulation de coûts futurs (revenus de retraite plus bas, manque d'inclusion sociale) et de coûts actuels ailleurs (mauvaise santé des aidants naturels). On pourrait éviter ces coûts cachés grâce à une meilleur agencement de politiques.



Ce qu'un nouveau agencement de politiques permettrait de réaliser – exemple 3

Les suppléments de revenu, par exemple sous forme de prestations pour enfant et de complément salarial pour les travailleurs à faible salaire, constituent un élément utile de l'agencement de politiques,

Mais d'autres choix sont disponibles :

- le travail à faible revenu est moins bien payé qu'autrefois; le salaire minimum a perdu 20 % de sa valeur depuis les années 1970 ;
- les gouvernements subventionnent les employeurs qui offrent des emplois peu rémunérés. On pourrait libérer des fonds pour des services nécessaires en comptant sur la réglementation gouvernementale plutôt que sur les dépenses de l'État, c'est-à-dire en augmentant le salaire minimum. Ainsi, le Royaume-Uni a récemment imposé son premier et très généreux salaire minimum sans que cela ait eu de conséquences néfastes pour l'emploi.



Références

Jenson, Jane, 2004, *Catching Up to Reality: Building the Case for a New Social Model*, rapport de recherche du RCRPP F|35, Ottawa, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques. Disponible (en anglais) à l'adresse : www.cprn.org.

Jenson, Jane. 2004. *Les nouveaux risques sociaux au Canada : Des orientations pour une nouvelle architecture sociale*, rapport de recherche du RCRPP F|43, Ottawa, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques. Disponible à : www.cprn.org.

PLUS

DRHC/Manitoba, 2003, *Une nouvelle génération de familles canadiennes élevant de jeunes enfants. Un nouveau regard sur les résultats d'enquêtes nationales.*

Statistique Canada, 2004, *Analyse du revenu au Canada 2002*. N° de catalogue 75-203-XIF, Ottawa, Statistique Canada.

_____, 2003, *Enquête sociale générale 2002, cycle 16 : vieillissement et soutien social - Tableaux*. N° de catalogue 89-583-XIF, Ottawa, Statistique Canada.

